

Groupe d'échanges de pratiques

Assemblées citoyennes permanentes

Webinaire "La valorisation de l'engagement citoyen"

Le 7 octobre 2025, en visio-conférence, en partenariat avec la Ville de Marseille et la participation de la Ville de Poitiers

Sommaire

I. Introduction du webinaire	3
Dans quel cadre ?	
L'ICPC ?	3
Intervenant.es	4
III. Présentation des dispositifs	5
Fiche d'identité de l'Assemblée citoyenne de la Ville de Marseille	5
Fiche d'identité de l'Assemblée citoyenne de la Ville de Poitiers	5
IV. Echanges thématiques et retours d'expériences croisés	6
A. Les raisons du déploiement de modalités de valorisation de l'engagement citoyen	6
B. Les formes de valorisation de l'engagement "immatérielles"	7
C. Les enjeux de l'indemnisation	8
D. Les freins aux modalités de valorisation de l'engagement citoyen	
IV. Questions réponses	
V. Collecte participative	11
VI. Poursuites	12



I. Introduction du webinaire

Lors du premier webinaire, qui s'est tenu le 25 avril, entre 13h00 et 14h00, un temps introductif a été prévu afin de présenter ou rappeler le cadre des échanges, les destinataires de ce groupe et le format des futurs échanges et productions. Le 17 juin, la première session thématique était organisée pour échanger sur des aspects spécifiques des assemblées citoyennes permanentes, celle-ci portait sur la reddition des comptes.

Le 7 octobre, un échange était organisé sur la valorisation de l'engagement citoyen avec la Ville de Marseille et la participation de la Ville de Poitiers.

Avant de rentrer dans ce sujet spécifique, voici quelques rappels du cadre des échanges.

Dans quel cadre?

Pour accueillir les discussions autour des Assemblées citoyennes permanentes, l'ICPC propose de créer un groupe d'échanges de pratiques (GEP). Ce format permet de rassembler une communauté de praticien·nes impliqué·es ou intéressé·es par des problématiques similaires, dans le but de croiser leurs perspectives. Ce type de groupe est généralement informel et flexible, ce qui favorise la circulation des savoirs et des retours d'expérience sur des sujets concrets. Le format "groupe d'échanges de pratiques", a pour objectif de croiser les regards et de réunir des praticien.ne.s qui abordent le sujet depuis différents statuts et avec des niveaux de connaissance divers.

L'ICPC?

L'Institut est une association qui regroupe près de 3000 praticiennes et praticiens de la concertation et de la participation citoyenne. Notre ADN est de partager des regards, des pratiques, et des retours d'expérience sur un certain nombre de dispositifs ou d'évolutions du contexte de la participation citoyenne. Nous sommes là pour nous nourrir d'échanges entre agents et agentes de collectivité ou de l'État, avec des consultants et consultantes, des chercheurs et chercheuses, et des membres d'associations. La force de notre réseau réside dans la diversité des personnes qui sont des praticiennes et praticiens de la participation citoyenne, mais dans des statuts différents. Nous avons tous envie de faire progresser le champ en nous nourrissant des dispositifs concrètement déployés.

Intervenant.es

Pour échanger sur la thématique de la valorisation de l'engagement citoyen, deux dispositifs ont été invités à dialoguer ensemble, l'Assemblée citoyenne de la Ville de Marseille et l'Assemblée citoyenne de la Ville de Poitiers.



Eléonore Bully Responsable de projets - Direction Générale des Services - Ville de Marseille Cheffe de mission Participation Citoyenne - Ville de Poitiers et Grand Poitiers



Emmanuelle Redien

III. Présentation des dispositifs

Fiche d'identité de l'Assemblée citoyenne de la Ville de Marseille

Élément	Description	
Âge du dispositif	2 ans - Depuis le 15 mars 2023	
Panel	111 citoyennes et citoyens - tirage au sort (1ère édition sur liste électorale, deuxième édition sur listes téléphoniques avec quotas d'équilibre)	
Renouvellement	Mandat d'un an non renouvelable	
Sujets	→ Édition 1 (2023-2024): 2 saisines - sobriété et partage des usages de l'eau, tourisme durable ; 2 auto-saisines: ville-nature, démocratie participative et éducation civique → Édition 2 (2025): 1 saisine - santé des femmes ; une auto-saisine: propreté et lutte contre les incivilités	
Objectifs	 → Renforcer le lien de confiance entre la Ville et les habitant·es en pérennisant leur participation dans les politiques locales → Permettre à des citoyennes et citoyens tirés au sort de formuler des propositions concrètes pour une ville plus verte et plus juste → Adopter un nouveau prisme sur des sujets traités de manière transversal (enjeux de transition croisant plusieurs délégations) 	

Fiche d'identité de l'Assemblée citoyenne de la Ville de Poitiers

Élément	Description
Âge du dispositif	Depuis le 22 octobre 2021 (préfiguration +2 cycles)
Panel	110 citoyennes et citoyens - tirage au sort + ouvert (sur cadastre avec correction pour quartier QPV)
Renouvellement	Mandat pour 1 cycle non renouvelable
Sujets	 → Préfiguration (2021 2022): principe de fonctionnement, raison d'être de l'ACP → Cycle 1 (2022 2023) : Sujet voté: Comment lutter contre les incivilités dans l'espace public ? → Cycle 2 (2024 2025) : Sujet voté: L'accès à une alimentation de qualité et locale pour la population notamment en situation de fragilité économique ou dépendante
Objectifs	 → Redonner confiance en la politique en renforçant la proximité, la transparence et l'écoute des habitant·es, notamment les plus fragiles en situation d'exclusion → Revitaliser la démocratie locale/de proximité par une citoyenneté active → Partage le pouvoir pour redonner du pouvoir d'agir en dehors des seules échéances électorales

IV. Echanges thématiques et retours d'expériences croisés

A. Les raisons du déploiement de modalités de valorisation de l'engagement citoyen

Pour commencer, quelles sont, pour chacun des deux dispositifs, les raisons pour lesquelles des modalités de valorisation de l'engagement citoyen ont été déployées ? (raisons politiques, enjeux de pérennité, allers-vers...)

- Marseille: Instaurer un lien de confiance et une participation pérenne, au-delà des consultations ponctuelles; Repenser les politiques publiques par l'usage, dans une optique de transition écologique et sociale et d'ajustement au contexte local; Inscrire l'action publique dans une culture du changement ancrer la participation des citoyen·nes dans la transformation des politiques publiques, en y dédiant des process de valorisation spécifique; S'imposer une rigueur de transparence démocratique: engagements, traçabilité des propositions, droit de suite, visibilité des décisions.
 - « À Marseille, la nécessité était de restaurer un lien de confiance et de montrer que la participation est un processus de suivi, une politique publique à part entière. L'Assemblée citoyenne du futur, créée il y a deux ans, vise à démontrer que la participation a des effets concrets sur les politiques publiques, en permettant aux citoyens de formuler des propositions programmatiques pour leur ville. »
- Poitiers: Créer les bonnes conditions de la participation; Démontrer la sincérité de la séquence démocratique; Prouver l'impact des décisions, du travail sur l'action de la collectivité; Créer une culture commune de la participation sur le territoire; Participe à l'exigence des retours.
 - « À Poitiers, l'objectif principal est de redonner confiance dans la politique et de recréer de la proximité entre l'administration, les élus et les habitants. L'Assemblée citoyenne et populaire, lancée en 2021, cherche aussi à aller chercher les personnes éloignées du débat public, notamment en travaillant avec des prescripteurs comme le CCAS ou France Travail pour inclure des personnes en situation de précarité. »

B. Les formes de valorisation de l'engagement "immatérielles"

Les formes de valorisation de l'engagement citoyen peuvent être plus ou moins "matérielles", quel est le "kit engagement" immatériel mis en place à **Marseille** pour les membres de l'ACP ?

- Valorisation des expériences et usages d'habitants: Donner de l'espace dans un contexte d'animation adapté; Croiser les savoirs (et donner sa juste valeur à l'expertise habitante): avec ceux d'autres acteurs produisant de la connaissance et des cadres d'action (universitaires, institutions, autres experts...); Visibiliser et rendre public (livret de restitution, planches...)
 - « On a expérimenté plusieurs méthodologies, comme le World Café, pour permettre à chacun de s'exprimer et d'accueillir des témoignages sensibles, notamment sur la santé des femmes. »
- **Reconnaissance politique :** remerciements et engagement publics de la ville suite à la restitution , invitation au sein d'autres instances en tant qu'ambassadeurs de leur assemblée, valorisation internationale (2025 candidature Bloomberg Mayors Challenge).
 - « La reconnaissance politique passe aussi par des événements publics avec les élus, comme la restitution en présence du maire, ou l'intégration des propositions dans des candidatures internationales. »
- Intégration des préconisations citoyennes dans l'agenda de l'administration et enveloppes budgétaires allouées au suivi : création d'une commission de suivi pluriannuelle, mise en oeuvre des engagements, livret annuel de réponse de la Ville (public).

Quelles sont les formes de valorisation immatérielles mises en place à Poitiers?

- Valorisation des expériences et usages d'habitants : Initiative du sujet laissée aux habitants, co-décision entre élus, habitants et agents.
 - « On a utilisé des outils d'intelligence collective pour s'assurer que l'expression de chacun soit entendue, avec des formats d'animation contraignants pour tous, y compris les élus et les agents. »
- Reconnaissance politique: invitation à la fête de l'engagement, prise de parole en conseil municipal, sollicitation pour témoignages dans diverses instances.
 - « La maire et la première adjointe participent systématiquement aux séances, ce qui renforce la reconnaissance politique. »
- Intégration des préconisations citoyennes dans l'agenda de l'administration et enveloppes budgétaires allouées au suivi : mise en œuvre des engagements, intégration des membres aux différents comité de pilotages des actions, d'intégration des enveloppes budgétaires dédiées aux projets de l'assemblée

C. Les enjeux de l'indemnisation

Quand on pense à la valorisation de l'engagement citoyen, on pense tout de suite au sujet de l'indemnisation des panélistes. A Poitiers, vous avez abordé cet enjeu dans sa globalité, notamment avec une "formation juridique" quelque peu obligatoire, pouvez-vous nous relater cette expérience et ce que cela vous a appris, dans les grandes lignes, des enjeux de ce dispositif d'indemnisation ?

- **Redonner confiance en la politique,** rendre effectif le droit à la participation pour tous, surmonter les freins à l'engagement, reconnaître l'implication, et avancer vers un statut de citoyen participant pour créer les conditions d'égalité politique vis à vis des élus /agents.
 - « On a été attaqués par la Préfecture de la Vienne, qui contestait le statut de collaborateur occasionnel du service public. Le tribunal administratif de Poitiers nous a donné raison en mars 2025, mais la Préfecture a fait appel. »

Principe de fonctionnement de l'ACP : indemnisation possible sur demande et condition de revenu (QF 1000 € /mois) d'un montant de 96,16 € pour une intervention journalière de 7 heures, soit 13,74 € par heure (jury d'assises).

A Marseille, une indemnisation est mise en place, pouvez vous nous décrire ce modèle?

 Viser une participation plus inclusive, notamment pour les publics précaires, les jeunes étudiants

Actuellement : Indemnité fixée à 77,49 € par séance (7h) - indexée sur l'indemnisation des jurés d'assises en 2023 ; buffet collation prévu à chaque séance ; attestations d'absence pour travail / université

- réflexion en cours sur l'augmentation de l'indemnité et/ou des prestations (remboursement transports, garde ect...) face aux contraintes réelles des membres (temps, garde d'enfants, déplacements).
 - « On réfléchit à augmenter l'indemnité ou à ajouter des prestations (remboursement des transports, garde d'enfants) pour répondre aux contraintes réelles des membres.

D. Les freins aux modalités de valorisation de l'engagement citoyen

En résumé, quels sont les freins que chacune d'entre vous identifie à ces déploiement de ces modalités de valorisation ?

Marseille	Poitiers
 Cadres d'action institutionnels et budgets ne permettant pas toujours une adaptation / flexibilité face aux attentes et contraintes de 111 membres (accessibilité, mobilités, traiteur) Charge institutionnelle lourde - nécessitant une acculturation de l'administration à ces dispositifs: mobilisation des services thématiques pour organiser, suivre et répondre. Inégalités d'engagement des membres lors de la phase de suivi: seuls les personnes plus disponibles sans indemnisation suivent de près la valorisation de leurs travaux. Trouver le juste équilibre entre reconnaissance matérielle et institutionnelle tout en ne créant pas des inégalités entre les dispositifs et instances de participation « Le cadre institutionnel ne permet pas toujours de répondre rapidement aux besoins spécifiques des participants, comme le stationnement ou la garde d'enfants. » 	 Frein institutionnel fort: Déféré préfectoral de la Préfecture de la Vienne lancé en décembre 2023: le statut des collaborateurs du service public ne serait pas applicable aux citoyens visés dans la délibération - Jugement favorable du TA de Poitiers en mars 2025: L l'indemnisation, bien que non prévue expressément par les textes, permettait d'inciter les personnes ayant des revenus plus faibles à participer , qu'une collectivité peut légitimement indemniser des participants (sous réserve que ce soit sur un sujet qui relève des compétences de la collectivité, et que l'indemnisation ne soit pas disproportionnée). Requête en appel par la Préfecture de la Vienne à la CAA de Bordeaux en avril 2025 Frein budgétaire: indemnisation à un coût, prise en charge de frais de garde, prise en charge du stationnement Distorsion de traitement entre les dispositifs mais niveaux d'engagement différents Niveau de reconnaissance des institutions et élus du travail et des idées émises Difficile visibilité des engagements et des valorisations parfois noyées dans l'ensemble des actions de communication de la collectivité « Même avec l'indemnisation, la participation des tirés au sort diminue au fil du temps, remplacés par des volontaires. » « La valorisation de l'engagement est parfois noyée dans la communication globale de la collectivité, ce qui ne favorise pas la reconnaissance. »



Autre témoignage - CC Convention Citoyenne sur la Fin de Vie avait mis en place une reconnaissance des acquis des conventionnels aue chacun pouvait ajouter à son CV.

Poitiers

Certain.es participants ont demandé des attestations pour valoriser leurs nouvelles compétences (comme la connaissance des marchés publics ou la prise de parole en public). Cependant, la ville ne dispose pas encore de supports formels pour les certifier. En revanche, ces compétences sont reconnues de manière pratique :

- · Les anciens participants sont sollicités pour témoigner ou intervenir dans d'autres cadres.
- · Certains ont été réengagés dans des projets locaux (ex. : suivi d'un projet sur leur quartier), en coconstruction avec la ville, même si ces projets n'ont pas de lien direct avec l'assemblée initiale.

Cette approche, bien que peu formalisée, permet de maintenir un lien avec les citoyens engagés et de valoriser leur expérience de manière

Poitiers C'est une question qui a été

longuement débattue pendant la préfiguration. Il a souligné que les agents et les élus sont indemnisés pour leur travail et leur mandat, et que leur posture reste neutre au au'ils œuvrent pour

l'intérêt général. Pour Poitiers, l'indemnisation est vue comme un moyen de légitimer la participation des citoyens et de lever les freins économiques, assurant que leur temps n'est pas "perdu". Bien qu'ils n'aient pas tranché le débat philosophique sur la neutralité, ils souhaitent tester l'indemnisation pour évaluer son impact sur la levée des freins à la participation.

Marseille

quota d'équilibre 20 % sur les 16-20 ans ouvertes à partir mis en place. La de 16 ans mais on première chose, a pas réussi à les c'est de les venir recruter et ensuite Concernant les de les faire rester. valorisations des et de les faire se légitimes sentir spécifiques pour côtés aux enfants d'adultes et de personnes qu'ils pensent plus légitimes sur certains sujets.

Poitiers

Les freins symboliques à la participation sont souvent identifiés a posteriori ou en début de processus, ce qui rend leur gestion délicate et sur mesure. Pour v répondre, des solutions individualisées ont été mises en place :

- · Parrainage informel : Une participante non francophone a été encouragée à venir accompagnée d'une amie pour la rassurer. même si cette dernière n'était pas officiellement tirée au sort.
- · Démystification des lieux : Des visites des espaces d'assemblée ont été proposées pour réduire l'effet intimidant, comme accompagner une personne en voiture pour lui montrer le lieu et la guider. Cependant, ces initiatives ont été peu sollicitées.

Ces aiustements, bien que nécessaires, restent difficiles à anticiper et relèvent souvent d'une réponse au cas par cas. L'enjeu est de lever ces barrières subtiles, qu'elles soient linguistiques, sociales ou liées à l'accès physique.

Au-delà des freins matériels (temps,

argent), comment prenez-vous en compte

les barrières symboliques ?

Marseille

L'équipe a mis en place des questionnaires d'évaluation après chaque séance pour recueillir des retours, même de manière confidentielle, afin d'identifier les difficultés rencontrées par les participants. Ces retours ont permis d'ajuster l'organisation, par exemple en créant des sous-groupes ou des espaces plus restreints lorsque les plénières devenaient trop lourdes ou intimidantes.

La question des barrières symboliques a été centrale : les lieux des assemblées ont été changés plusieurs fois pour s'adapter aux besoins. Au début, les rencontres se déroulaient à l'hôtel de ville, un espace parfois percu comme intimidant. Ensuite, elles ont été déplacées à l'université, un environnement où les jeunes étudiants se sentaient plus à l'aise, même si cela ne convenait pas à tous les profils.

Ces changements, bien que logistiquement complexes, ont apporté un certain dynamisme et permis de réduire les effets d'intimidation. Cependant, cette adaptation reste un travail délicat et réactif, qui aurait pu être mieux anticipé en amont. L'enjeu est de créer des conditions adaptées à des besoins qui ne sont pas toujours connus à l'avance.

Qu'en est-il de la valorisation de l'engagement citoyen pour les enfants ou mineurs participants aux ACP (16-18 ans) ?

Poitiers

a expérimenté des La ville initiatives pour renforcer l'attrait des assemblées citoyennes, comme des concerts déambulatoires, des moments conviviaux (verres partagés, invitations informelles), ou des visites VIP de sites emblématiques ou habituellement fermés au public (hôtel de ville, régie de bus, combles de la cathédrale). Malgré ces efforts pour créer une "expérience" autour de la participation, ces dispositifs n'ont pas suscité l'engouement espéré

et sont restés peu suivis.

Est que la montée en compétences des citoven, nes dans ces assemblées trouve une traduction en termes de valorisation ou reconnaissance?

Marseille

La "commission de suivi" est un lieu où se produit un "véritable échange" entre agents et citoyens. Cet espace permet aux citoyens de mieux comprendre le fonctionnement des services, les rouages administratifs et les thématiques, ce qui conduit à des échanges plus fluides sur des sujets techniques (comme l'eau ou la sobriété) mais aussi de "mieux décortiquer la vie locale et les questions de politique locale et de politique publique". Elle considère que ces moments d'échange "permettent de valoriser la montée compétences".

elle pas le gage de neutralité?

la non indemnisation n'est-

Questions / Réponses

Poitiers

Assemblées

faire

les

modalités

(cinéma,

patinoire.

piscine...)

Sur la valorisation immatérielle de l'engagement, avez-vous travaillé la dimension "expérientielle" de ces temps citoyens. notamment les moments de convivialité (repas, cocktails, etc.)?

> Quelles propositions pour la poursuite de l'engagement pour les volontaires?

Faire plusieurs sujets dans un seul cycle et est-ce que ça revient à diviser du coup le groupe d'une centaine de citoyens dans différents sous-groupes ? Est-ce que vous réfléchissez ou est-ce qu'il y a des manières de faire quand même garder une forme de représentativité aussi dans les sous-groupes ? Parce que souvent les citovens, ils veulent forcément choisir sur quel sujet ils veulent travailler. Donc, est-ce que vous, je ne sais pas, vous regardez qu'il y a une parité ou autres critères ?

Poitiers

Une personne dédiée aussi en poste à la mission qui suit la mise en œuvre des actions, qui fait le lien avec les habitants pour donner les nouvelles et s'assurer que l'ensemble des infos passe. Les habitants qui ont participé à l'Assemblée sont membres après, de notre comitologie, on appelle ça comme ça, de mise en œuvre des projets.

Marseille

la participation des agents dans les groupes est favorable au suivi administratif

(se sentent-ils concernés, impliqués ?) Ont-ils la possibilité de donner leur avis

technique (pas leur opinion). En fait que demande-t-on aux agents présents ?

d'entériner ou de donner un avis plus technique?

Sur la question de la division des sujets , Sur la première, l'animation était pensée en séparant en sous-groupes de choix. Sur la seconde édition, on a fait le choix, pour permettre de "faire assemblée" et de permettre à toutes et tous de travailler sur chaque sujet, de dédier quatre séances à un sujet et quatre séances à l'autre. Donc pendant quatre séances, tout le monde a travaillé sur le sujet de saisine, "santé des femmes".

Poitiers

Chaque session se concentre sur une thématique unique (ex. : la lutte contre les incivilités), qui est ensuite décortiquée collectivement pour affiner le périmètre d'action. Par exemple, il a fallu utiliser une méthode d'entonnoir pour cibler précisément la partie du l'assemblée suiet que souhaitait traiter.

Poitiers

Des retours des

citoyen.nes sur ces

modalités?

Un travail en cours avec l'université de Poitiers, pour établir le rapport coût/bénéfice d'une potentielle indemnisation pour les participant.es, mais le coût temporel de la participation ressort principalement "des moments que l'on pourrait passer avec nos proches". Cela étant dit, les publics les plus précaires n'ont pas été spécifiquement touchés par cette étude, il est donc difficile de faire un retour sur ce volet.

Marcaille

Plusieurs dispositifs ont été mis en place :

Marseille

Les plénières ont

intégré des temps

conviviaux, mais c'est

surtout l'esprit de

groupe qui s'est

développé, valorisé

par la régularité des

rencontres (même à

8h un week-end).

spontanée a renforcé

la convivialité, sans

solidarité

naturellement

Cette

nécessiter

d'animations

spécifiques.

- · Statut d'ambassadeurs : Les participants deviennent des relais de leur assemblée dans d'autres instances. Par exemple, plusieurs membres de la première édition intègrent désormais le comité d'expertise sur le plan guide littoral sud, où ils portent les enieux littoraux discutés en assemblée
- · Espace post-assemblée : Un lieu dédié permet aux participants de suivre l'avancement de leurs propositions et de maintenir leur engagement.
- · Création d'une association indépendante : L'Association Citovens-Citovennes du Futur, née de la première assemblée, regroupe désormais des membres des deux éditions. Elle est invitée à la commission de suivi au même titre que les autres citoyens, offrant une structure autonome pour prolonger l'action collective.
- · Soutien en ressources humaines : Des movens RH sont spécifiquement alloués pour accompagner cette dynamique.

Des ressources RH allouées à cette dynamique également.

V. Collecte participative







VI. Poursuites

1. Calendrier prévisionnel :

Les thématiques choisies par les présent.es pour la suite :

- 1. Comment articuler les travaux d'une assemblée citoyenne permanente avec ceux des élu·es et agent·es? D'autres espaces délibératifs? 50% des voix
- 2. Quelle place accorder aux expert·es et parties prenantes dans les travaux d'une assemblée citoyenne permanente ? 20% des voix
- 3. Les assemblées citoyennes permanentes ont-elles besoin d'un cadre juridique ? Quelle institutionnalisation possible pour ces assemblées ? 17% des voix

Vous lisez ce compte-rendu et n'êtes pas dans la boucle mail pour ce groupe d'échanges de pratiques ? Envoyez un mail à Louise Jean-Albert - **louise.jeanalbert@concerter.org**